



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

2^{ème} trimestre 2026

Toujours marqué par les conséquences des émeutes de mai 2024 et l'incertitude institutionnelle, le climat économique semble néanmoins se relever au deuxième trimestre 2026. Suite au plus bas historique enregistré au second trimestre 2024 dans le sillage des émeutes (65,0), l'ICA s'est progressivement redressé dans un contexte de soutien massif des autorités publiques (État et gouvernement de la Nouvelle-Calédonie). En hausse de 5,2 points au deuxième trimestre 2026, l'ICA atteint 105,6 points. Cette progression marque un net rebond et porte l'indicateur à son plus haut niveau depuis le troisième trimestre 2022, où il s'élevait à 108,2 points.

Quelques signes d'amélioration dans un environnement encore fragile

Malgré les effets persistants des émeutes de mai 2024 sur l'économie calédonienne, plusieurs indicateurs sont bien orientés, notamment dans l'extraction minière, la production de NHC, les crédits à la consommation et la consommation de ciment. Toutefois, cette amélioration demeure inégale : de nombreux secteurs restent fragilisés et la vulnérabilité des ménages continue de s'accroître.

Pour rappel, au-delà du lourd bilan humain et matériel des émeutes, les destructions avaient entraîné une chute de l'activité alors que la situation financière des comptes sociaux était déjà critique. Le territoire demeure fortement dépendant des aides en provenance de l'Hexagone.

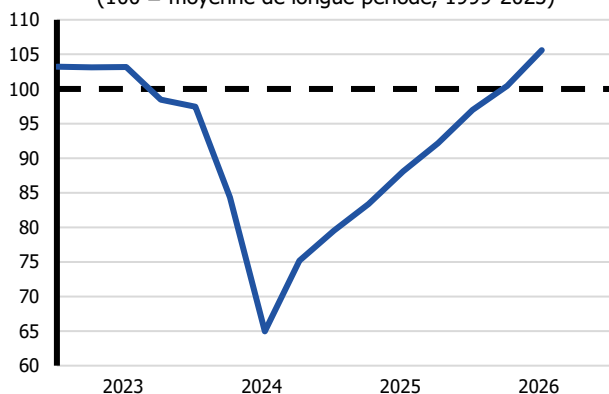
continuité des services publics n'aurait pu être assurée. Pour rappel, sur l'ensemble de l'année 2025, les interventions totales de l'État (incluant le versement par l'AFD au titre du Prêt Garanti par l'État (PGE) ainsi que les aides financières octroyées aux usines métallurgiques) s'élèvent à plus de 337 milliards XPF (soit 35,5 % du PIB calédonien). Au 2^e trimestre 2026, l'ICA progresse de 5,2 points et atteint 105,6¹. Dans un contexte de renouvellement du congrès et des assemblées de province, tandis que le plan de relance de l'État se poursuit, la progression de l'ICA repose essentiellement sur sa composante future, dont la contribution est nettement prépondérante. Celle-ci bénéficie avant tout d'anticipations plus favorables concernant l'évolution de l'activité, tandis que les pressions inflationnistes se modèrent, en particulier sur les carburants, après l'épisode de hausse marquée enregistré en juin dernier. La composante passée de l'indicateur, contribue également à son amélioration, mais dans une moindre mesure.

Des perspectives d'activité qui s'éclaircissent...

Le solde d'opinion relatif à l'activité passée continue de se redresser pour s'établir à 1,0 (+0,8 pt), confirmant une reprise graduelle de l'activité chez certaines entreprises.

S'agissant des anticipations, le solde d'opinion sur l'activité prévue repasse, pour la première fois depuis le T2-2022, en territoire positif (+1,0 pt), pour s'établir à +0,7. Ce retour en territoire positif reflète des anticipations plus favorables, les chefs d'entreprise prévoyant une hausse de leur activité étant désormais plus nombreux que ceux anticipant une baisse.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période, 1999-2025)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

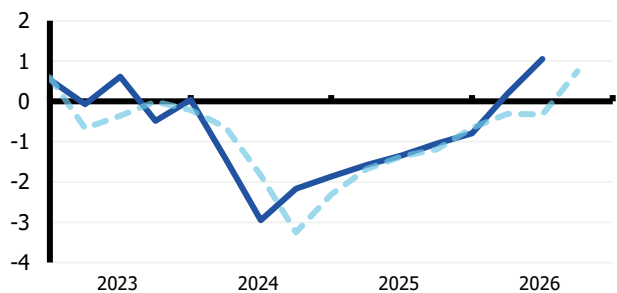
© IEOM

Dans ce contexte, le redressement progressif de l'ICA après les émeutes s'est inscrit dans un environnement de soutien massif, notamment de l'État, sans lequel la

¹ La valeur de l'ICA au 4^e trimestre 2025 a été révisée à la hausse, passant de 91,0 à 97,0 suite à une évolution méthodologique

commune à l'ensemble des agences IEDOM-IEOM (voir encadré en fin de document).

Soldes d'opinion portant sur l'activité



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

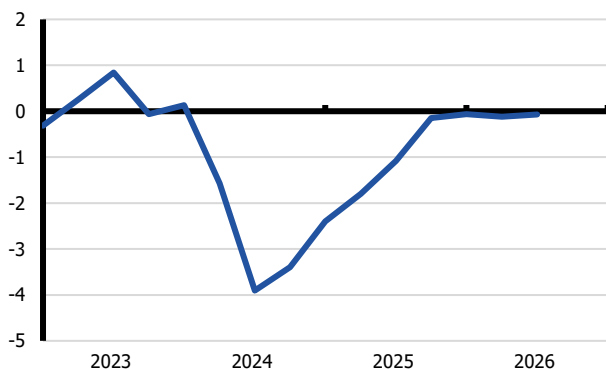
— Activité passée
- - - Activité prévue © IEOM

À un horizon de 12 mois cependant, 31 % des entreprises interrogées redoutent encore une défaillance. En baisse par rapport au trimestre précédent (-6 pts), ce chiffre reste nettement supérieur aux niveaux habituellement constatés dans le cadre de cette enquête (18 % sur l'ensemble de l'année 2023).

...mais des perspectives d'investissements encore atones

Le solde d'opinion relatif à l'investissement des entreprises se maintient à -0,1, pour le 4^e trimestre consécutif. Il fait ressortir une absence durable de perspectives des chefs d'entreprise et leur réticence à investir dans un environnement toujours incertain à long terme, et ce, en dépit de l'amélioration d'autres indicateurs.

Soldes d'opinion portant sur l'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

© IEOM

Au 2^e trimestre 2026, la production totale de crédits aux entreprises (hors découverts, chiffres bruts) diminue légèrement en rythme trimestriel (-4,6 %), ainsi qu'en glissement annuel (-10,4 %). À hauteur de 12,4 Md XPF, la production de crédits aux sociétés non financières demeure encore nettement en deçà de sa moyenne trimestrielle de longue période (qui s'établit à 21,9 Md XPF entre 2014 et 2026).

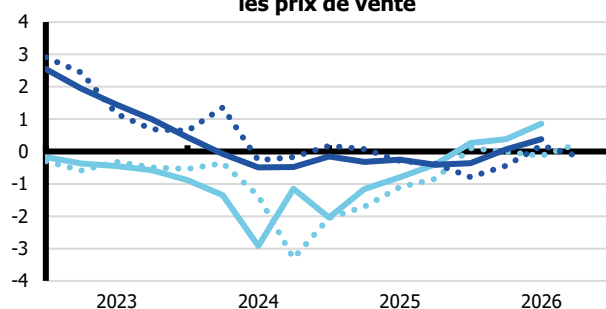
Une amélioration des perspectives sur la trésorerie

La situation de trésorerie des entreprises, bien que fragile, connaît une légère amélioration. Le solde d'opinion relatif à la trésorerie passée se maintient en territoire positif pour le troisième trimestre consécutif et atteint 0,9 (+0,5 pt), après avoir passé 17 trimestres en

territoire négatif. De même, le sentiment des chefs d'entreprise sur la trésorerie prévue renoue avec la croissance et atteint +0,2 (soit +0,3 pt). Ces évolutions s'accompagnent d'une augmentation de la production de crédits de trésorerie aux entreprises en rythme trimestriel (+15,6 % sur 3 mois).

Cette embellie des perspectives de trésorerie s'explique notamment par une nette amélioration des anticipations relatives aux charges à +1,5 (+1,9 pt). Le recul des prix des carburants au début juillet a contribué à renforcer le moral des chefs d'entreprise interrogés.

Soldes d'opinion portant sur la trésorerie et les prix de vente



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

— Solde d'opinion trésorerie
- - - Solde d'opinion trésorerie (prév.)
— Solde d'opinion prix de vente
- - - Solde d'opinion prix de vente (prév.) © IEOM

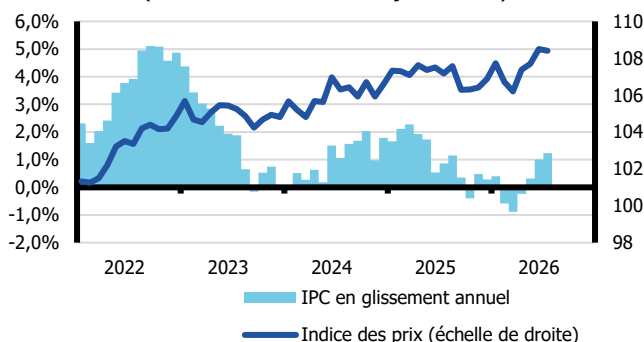
L'indice des prix à la consommation en augmentation depuis le début du second trimestre

Au 2^e trimestre 2026, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de +0,9 % en glissement annuel (dernier mois du trimestre). Dans le détail, sur un an, les prix des produits manufacturés poursuivent leur recul (-3,3 %), tout comme les prix de l'alimentation (-1,6 %) et des services (-0,1 %). En revanche, les prix de l'énergie augmentent fortement de 19,3 % sur 12 mois.

Au niveau national, l'indice général des prix affiche également une hausse de 1,0 % au 2^e trimestre 2026. Ces évolutions s'expliquent par la hausse exceptionnelle des prix des carburants consécutive au déclenchement du conflit au Moyen-Orient fin février et le blocage du détroit d'Ormuz. Si les prix des carburants ont augmenté immédiatement après le début du conflit dans l'Hexagone, cette hausse ne s'est répercutée en Nouvelle-Calédonie qu'à partir du mois d'avril. Sur un an, le prix de l'essence a augmenté de 23,3 % et le prix du gazole a augmenté de 52,6 %. En juin, le prix des carburants a atteint son plus haut niveau, 191,4 XPF le litre d'essence et 222,7 XPF le litre de gazole, contre 157,1 XPF et 138 XPF le litre à la même période en 2025. En revanche, depuis le mois de juillet, les prix du carburant diminuent.

Enfin, les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture anticipent de légères baisses de leurs prix de vente pour le trimestre prochain (le solde d'opinion des prix prévisionnels recule de 0,3 pt pour s'établir à -0,1).

Indice des prix à la consommation (données mensuelles à fin juillet 2026)

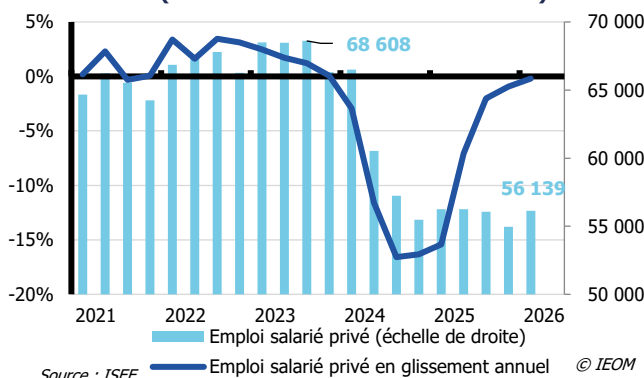


Un redressement encore fragile de l'emploi salarié privé

Selon les dernières données publiées par l'ISEE, l'emploi salarié privé enregistre une hausse de 2,2 % au premier trimestre 2026 en glissement trimestriel (+1 181 emplois, pour un stock de 56 139 salariés).

En décembre 2025 (dernières données ISEE disponibles), 2 425 personnes bénéficiaient encore du chômage total de droit commun (contre 5 378 en décembre 2024). Cette diminution du nombre de bénéficiaires s'explique davantage par des fins de droits que par un retour à l'emploi. Parmi les salariés toujours en poste, 1 000 bénéficiaient encore fin 2025 de l'allocation exceptionnelle de maintien dans l'emploi, un dispositif d'urgence mis en place pour aider les entreprises en difficulté et éviter les licenciements. Cette aide, en vigueur du 1^{er} juillet 2025 au 31 juillet 2026, a pris le relais du chômage partiel "exactions", arrivé à échéance le 30 juin 2025. Le gouvernement souhaite prolonger ce dispositif jusqu'au 31 décembre 2026. Un projet de loi du pays a été adopté par le gouvernement le 27 mai 2026 puis transmis au congrès.

Emploi salarié privé (données trimestrielles au T1-2026)



Le solde d'opinion relatif aux effectifs du 2^e trimestre continue de s'améliorer (+0,5 pt), et s'ancre en territoire positif à 0,7. Pour le huitième trimestre consécutif, le solde concernant les effectifs anticipés progresse

(+0,1 pt), et atteint 0,4 traduisant une perception plus positive des perspectives sur l'emploi selon les entreprises interrogées.

Les indicateurs de la consommation des ménages présentent des évolutions contrastées

Après un retrait marqué de 12,9 % au 4^e trimestre 2025 en rythme annuel, la production de prêts personnels et autres crédits à la consommation progresse depuis le début de l'année 2026 : +35,7 % au 1^{er} trimestre et +27,6 % au 2^e trimestre.

Le nombre d'immatriculations de véhicules neufs achetés par des particuliers augmente considérablement en glissement trimestriel pour un total de 1 474 véhicules (+22,4 %), après avoir diminué de 6,4 % au 1^{er} trimestre 2026. En glissement annuel, les immatriculations de véhicules neufs ont progressé de 55,3 %.

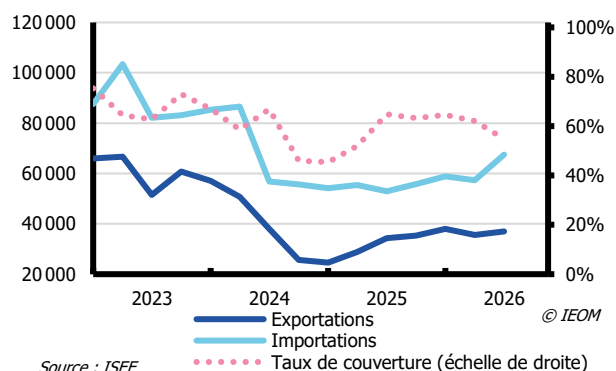
Cependant, les indicateurs de vulnérabilité des ménages continuent de se dégrader.

Le stock d'incidents signalés au fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) a ainsi augmenté de 2,0 % au 2^e trimestre 2026 et de 15,6 % sur 12 mois (dernier mois du trimestre). Enfin, 97 dossiers de surendettement ont été déposés auprès de l'IEOM sur le 2^e trimestre de l'année, soit une progression de 32,9 % sur le trimestre (+34,7 % en glissement annuel).

Une balance commerciale toujours dégradée

Le taux de couverture des importations par les exportations continue de se dégrader au 2^e trimestre 2026. La valeur des exportations représente 54,8 % de celle des importations (CVS), soit -7,2 pts par rapport au trimestre précédent. Ce résultat s'explique par une augmentation plus forte des importations (+18,0 % en valeur, CVS) que des exportations (+4,2 %, CVS). Sur un an glissant, les importations et les exportations augmentent respectivement de 27,7 % et 8,0 % en données CVS.

Échanges commerciaux (CVS, en millions XPF)

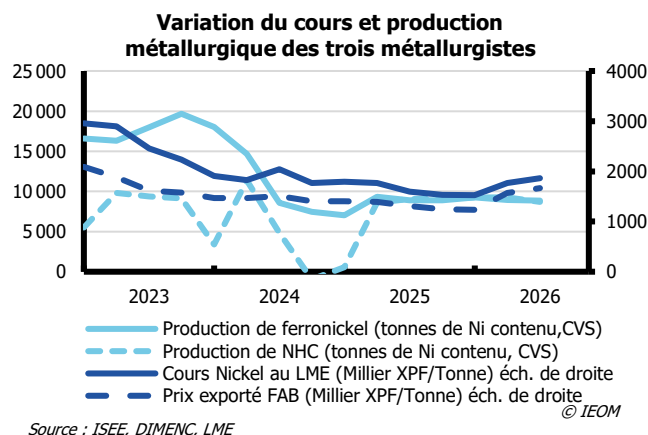


Des situations sectorielles encore fortement dégradées

Légère hausse de l'extraction minière et recul de la production métallurgique

Après une tendance baissière prolongée jusqu'à fin 2025, le cours du nickel poursuit son redressement au deuxième trimestre 2026 (+19,7 % en glissement annuel). En effet, l'Indonésie a annoncé en décembre 2025 réduire de 30 % les quotas d'extraction de minerai de nickel pour 2026. Le marché demeure toutefois structurellement excédentaire : les stocks de nickel répertoriés au LME ont augmenté de 36,5 % sur un an, malgré un léger recul trimestriel (-3,3 %), traduisant un déséquilibre persistant entre l'offre et la demande à l'échelle mondiale. Dans ce contexte international incertain, la recherche de repreneurs pour les métallurgistes calédoniens se poursuit.

Après une inflexion au premier trimestre 2026, l'extraction minière repart à la hausse au deuxième trimestre (+4,6 %, CVS). Elle progresse également en glissement annuel (+21,2 % CVS), portée par la reprise d'activité de plusieurs sites miniers précédemment bloqués en raison des émeutes de 2024. Sur le trimestre, la production métallurgique totale recule légèrement (-3,5 %, CVS). La production de ferronickel diminue encore (-0,8 % CVS), tout comme celle de NHC (-6,1 %, CVS). Sur un an glissant, la production métallurgique totale reste orientée à la baisse (-2,3 %, CVS).

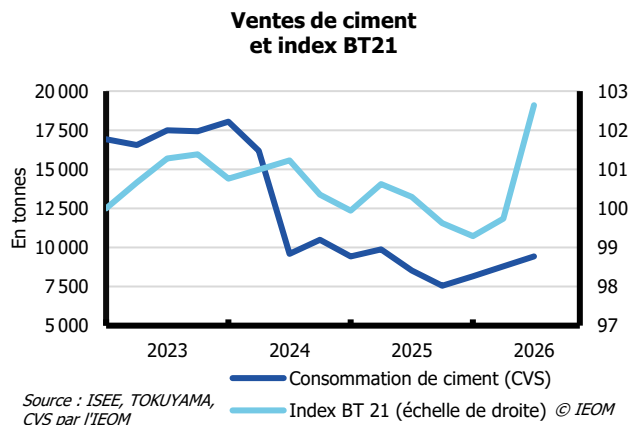


Le secteur du BTP demeure à l'arrêt

Après un point bas au 1^{er} trimestre, l'activité du BTP montre quelques signes d'amélioration. Les ventes de ciment progressent au deuxième trimestre (+16,2 % en données brutes et +7,4 % en données désaisonnalisées), mais demeurent à des niveaux historiquement faibles. Malgré ce léger redressement, l'activité du secteur reste atone et ne traduit pas encore une véritable reprise. Parallèlement, les prix des matériaux de construction (index BT 21) poursuivent leur hausse au deuxième trimestre (+2,9 %).

Le solde d'opinion sur l'activité passée recule très légèrement au 2^e trimestre 2026 (-0,3 pt ; 0,7), après avoir très nettement augmenté au 1^{er} trimestre 2026 (+1,1 pt ; 0,9). En revanche, le solde d'opinion sur l'activité à venir continue de s'améliorer et redevient positif pour la première fois depuis fin 2023, traduisant un léger regain d'optimisme des professionnels du secteur. Les soldes d'opinion sur les effectifs et l'investissement

s'orientent également en ce sens (+0,5 et +0,8 pt), en dépit de perspectives légèrement plus dégradées concernant la trésorerie prévisionnelle (-0,1 pt). Après une augmentation de 0,7 pt au trimestre dernier, le solde sur les prix prévisionnels recule de 0,3 pt pour atteindre 0,4, traduisant là aussi une anticipation de ralentissement de la hausse des coûts à venir après les fortes augmentations de ce début d'année.

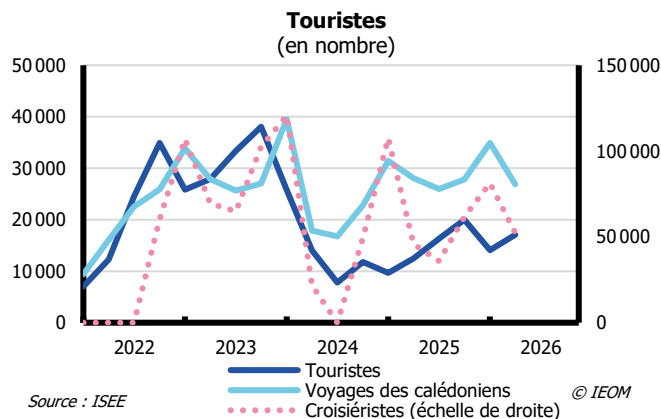


Un bilan mitigé pour la filière touristique

Après le net repli du tourisme international observé au 1^{er} trimestre 2026, le nombre de touristes arrivant par avion repart à la hausse au 2^e trimestre 2026 (+21,2 % sur un trimestre, données brutes). Cette progression doit toutefois être relativisée : 31 104 touristes ont séjourné sur le territoire au 1^{er} semestre 2026, contre 53 716 au 1^{er} semestre 2023, dernière année de référence, soit une baisse de 42,1 %.

Le nombre de Calédoniens partant en vacances à l'étranger recule nettement au 2^e trimestre 2026, tant en glissement trimestriel (-22,9 %), qu'en glissement annuel (-4,1 %, données brutes).

Au 2^e trimestre, les croisiéristes sont nettement moins nombreux qu'au trimestre précédent (-35,6 %) : 17 paquebots ont fait escale en Nouvelle-Calédonie contre 29 le trimestre précédent. Ces variations saisonnières sont habituelles, l'activité des croisiéristes étant traditionnellement faible à cette période. Le niveau observé au 2^e trimestre 2026 demeure toutefois stable : au 2^e trimestre 2025, 16 paquebots et 45 826 croisiéristes avaient fait escale en Nouvelle-Calédonie.



Dans un contexte de difficultés majeures (problèmes techniques récurrents sur la flotte de la compagnie aérienne domestique, conflit lié au déménagement des vols d'Air Calédonie de l'aéroport domestique de Magenta vers celui de la Tontouta), le nombre de passagers transportés sur les lignes aériennes intérieures poursuit son fort repli au 2^e trimestre (-53,6 %).

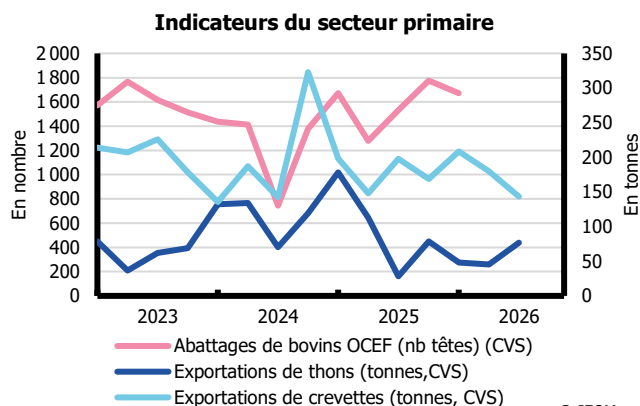
La plupart des soldes d'opinion des chefs d'entreprise du secteur touristique demeurent ancrés en territoire négatif. Aussi, en dépit d'anticipations des charges orientées à la hausse (+0,8 pt), les soldes relatifs aux effectifs et à la trésorerie prévisionnels s'améliorent (respectivement +0,6 et +0,4 pt).

Une légère amélioration de l'activité des chefs d'entreprise du secteur primaire

Au 2^e trimestre 2026, le sentiment global des chefs d'entreprise du secteur primaire sur leur activité repasse en territoire positif (+0,9 pt ; +0,1), et ce, pour la première fois depuis début 2024. Leurs perspectives d'investissement semblent par ailleurs s'améliorer (+1,6 pt ; +0,6).

Les exportations de crevettes poursuivent leur repli au 2^e trimestre (-20,2 %, CVS), tandis que celles de thons augmentent fortement (+69,2 %, CVS).

Le coût des intrants s'inscrit en légère hausse au 4^e trimestre 2025 (dernières données disponibles) : l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) augmente de 0,7 % sur trois mois. Sur 12 mois, l'indice est relativement stable (-0,1 %).



Changement méthodologique de l'enquête de conjoncture

À partir du 4^e trimestre 2025, l'enquête de conjoncture trimestrielle de l'IEOM a été enrichie afin d'intégrer de nouvelles modalités de réponse. Jusqu'alors les questions proposaient trois modalités de réponse (par exemple : *en baisse, stable ou en hausse*). Désormais elles proposent cinq modalités de réponse (par exemple : *en forte baisse, en légère baisse, stable, en légère hausse, en forte hausse*). Ce changement permet de capter avec plus de granularité le ressenti des chefs d'entreprise et ainsi d'améliorer la capacité de l'indicateur du climat des affaires à refléter ce dernier.

Incertitude géopolitique et prix élevés de l'énergie pèsent sur la croissance

Les tensions au Moyen-Orient alimentent les incertitudes de l'environnement international au deuxième trimestre 2026. Les prix de l'énergie demeurent élevés ; le prix du baril oscillant entre 90 et 100 dollars ; contrebalançant la dynamique insufflée par les investissements massifs réalisés dans les nouvelles technologies, intelligence artificielle en tête. Les perspectives de croissance mondiale restent stables, à 3,0 % pour l'exercice 2026 dans les dernières prévisions du FMI, mais masquent des situations contrastées.

À la faveur de leur rôle de leader de l'innovation dans l'intelligence artificielle et d'exportateurs nets d'énergie, les États-Unis résistent à cette incertitude. Cependant, la croissance du PIB US ralentit à 1,5 % au deuxième trimestre en rythme annualisé (après 2,1 % au trimestre précédent). L'inflation, malgré le ralentissement enregistré aux mois de juin et juillet, y reste sensiblement supérieure à l'objectif de 2% de la Réserve Fédérale, entretenant une attente forte autour des futures évolutions des taux d'intérêt directeurs.

Importatrice nette d'énergie et desservie par une confiance des ménages en berne, la zone euro enregistre une croissance faible, bien que supérieure aux anticipations, à 0,4 % sur le trimestre. L'Espagne se distingue par un certain dynamisme de son économie (+0,7 %), alors que l'Italie et l'Allemagne enregistrent des performances plus modestes (+0,2 %). En France, la croissance rebondit au deuxième trimestre à +0,2 % après -0,1 % le trimestre précédent.

L'inflation a progressivement ralenti au cours du trimestre. Elle ressort à 2,8 % à fin juin dans la zone euro, niveau supérieur à la cible de 2 %. Le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a maintenu le 26 juillet 2026 les taux d'intérêt directeurs inchangés, tout en surveillant de près l'intensité et la durée du choc énergétique, susceptibles d'alimenter une montée des prix dans la zone euro.

L'économie japonaise souffre elle aussi des coûts élevés de l'énergie, malgré l'effet de mesures fiscales en ayant amorti l'impact, entraînant un ralentissement de sa croissance, à 1,1 % au second semestre 2026 en rythme annualisé.

Les économies émergentes et en développement connaissent des évolutions contrastées, fonctions de leur dépendance aux importations d'énergie ou de leur insertion dans les chaînes de valeur internationales. L'économie indienne bénéficie toujours de perspectives de croissance élevées pour l'exercice 2026, malgré des anticipations de ralentissement en raison de sa dépendance aux importations d'énergie. Les prix élevés de l'énergie pèsent également sur l'économie chinoise, dont la croissance accuse un léger ralentissement au second trimestre, à 4,3 % sur un an, contre 5,0 % au trimestre précédent.

Sources : FMI (WEO, juin 2026) , Banque de France (Projections macroéconomiques France, juin 2026, Bulletin économique de la BCE n°5/2026), Banque du Japon (Highlights of the Outlook for Economic Activity and Prices (July 2026)), Banca d'Italia (Economic Bulletin n°3-2026), Bundesbank (The German economy monthly report- August 2026)

L'Asie-Pacifique a également été affectée par les tensions inflationnistes internationales

En Australie, la croissance économique a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2026, un rythme inférieur aux attentes et en net ralentissement par rapport à la fin 2025. C'est la plus faible croissance en un an, pénalisée par la consommation des ménages et les dépenses publiques, des perturbations climatiques et une demande extérieure affaiblie. Les exportations reculent de 1,1 %, notamment en raison de moindres expéditions de charbon et de minerai de fer, tandis que les importations augmentent de 2,1 %. L'inflation a ralenti à 3,8 % en juin 2026, mais reste au-dessus de la cible de la banque centrale (2-3 %). C'est la hausse la plus modérée depuis février. Le taux de chômage est légèrement remonté à 4,5 % en juillet (niveau comparable à celui d'avril, à un plus haut depuis fin 2021). En août, la RBA a maintenu son taux directeur à 4,35 %.

L'économie néo-zélandaise a progressé de 0,8 % au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, en progression après une croissance révisée à 0,5 % au 4^e trimestre 2025. La croissance est principalement portée par les services, avec de bonnes performances dans le commerce. En revanche, les industries primaires reculent de 0,5 %, pénalisées par une forte baisse de l'activité minière (-11,6 %). Du côté de la demande, la consommation privée et l'investissement augmentent chacun de 0,8 %, tandis que les dépenses publiques progressent de 0,4 %. Le taux de chômage est remonté à 5,6 % au deuxième trimestre. C'est son plus haut niveau depuis 2015, dans un contexte où les entreprises subissent encore le choc énergétique mondial. L'inflation annuelle a accéléré à 4,1 % au deuxième trimestre 2026, contre 3,1 % au trimestre précédent. Elle dépasse les prévisions et sort de la fourchette cible de la banque centrale, atteignant son plus haut niveau depuis fin 2023. En août 2026, la RBNZ a relevé son taux directeur de 25 points de base, à 2,75 %.

L'économie indonésienne a progressé de 3,7 % au deuxième trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, effaçant la contraction de 0,8 % enregistrée au premier trimestre. Cette croissance est principalement portée par une reprise de la consommation privée (+2,7 % après +1,0 % au T1). Les dépenses publiques rebondissent également de manière marquée (+15,0 % après -30,1 %). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance, même si les exportations (+8,4 %) progressent moins vite que les importations (+12,4 %). Le marché du travail s'avère résilient, avec un taux de chômage à 4,7 % en mars 2026. En août 2026, la Bank of Indonesia a maintenu son taux directeur à 5,75 %. L'inflation annuelle a ralenti à 2,9 % en juillet, restant dans la fourchette cible de 1,5 % à 3,5 %.

Aux îles Fidji, l'économie devrait progresser de 1,5 % en 2026, après une hausse estimée de 3,0 % en 2025, sous l'impulsion du secteur tertiaire. Entre janvier et juin 2026, la production de bois ainsi que la production aurifère se dégradent tandis que la fréquentation touristique progresse. L'inflation a fortement augmenté pour atteindre 6,1 % en juin. En juillet 2026, la RBF a maintenu son taux directeur à 0,25 %.

Sources: Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, BPS-Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : F. Dufresne ■ Responsable de la rédaction : D. Gordon

Rédaction : D. Gordon, M. Lambert, A. Ovinet, A. Miloud